

LE PROLETAIRES

Parti Communiste International

Venezuela : Contre l'agression impérialiste américaine ! Pour la lutte de classe du prolétariat vénézuélien, américain et mondial !

L'attaque menée par les forces spéciales américaines contre le Venezuela le 3 janvier dernier, visant à kidnapper le président du gouvernement du pays et à l'emprisonner, a été, en attendant ce qui se passera à l'avenir, le point culminant d'une série d'attaques américaines visant à contrôler, d'une manière ou d'une autre, ce pays des Caraïbes.

D'après ce que l'on sait à ce jour, le président américain Donald Trump aurait averti ces dernières semaines le président vénézuélien Nicolás Maduro qu'il s'apprêtait à attaquer le pays pour renverser son gouvernement. De son côté, le président vénézuélien aurait refusé de s'exiler en Turquie, comme cela lui avait été proposé, laissant sa place à l'un des hauts responsables qui le suivaient dans la hiérarchie gouvernementale. L'excuse invoquée par les États-Unis pour destituer Maduro est la lutte contre le trafic de drogue (version actualisée de la guerre contre le terrorisme qui a conduit les troupes américaines à envahir l'Afghanistan, l'Irak et une longue liste de pays) car, toujours du point de vue du gouvernement américain, le président vénézuélien serait à la tête d'un cartel international se consacrant à l'introduction de cocaïne aux États-Unis depuis l'Amérique du Sud et au blanchiment de l'argent provenant de ce commerce.

LE PÉTROLE... N'EST PAS TOUT

Sans pouvoir nier ou affirmer la réalité qui se cache derrière ces affirmations (car, contrairement à l'idéalisation du régime vénézuélien promue par certains courants politiques américains et européens, la nature bourgeoise, c'est-à-dire criminelle, le prédispose et le rend apte à tout type d'affaires, aussi obscures soient-elles), il est pour le moins ironique que les États-Unis, l'un des pôles les plus représentatifs du trafic de drogue au niveau mondial, attaquent un autre pays sous ce prétexte. En effet, Donald Trump lui-même, dans son discours du 3 janvier, a donné une explication qui, bien qu'incomplète et délibérément partielle, donne une idée plus réaliste des motifs qui ont motivé l'attaque américaine et a désigné le contrôle de l'industrie pétrolière vénézuélienne comme son objectif ultime.

On sait que les États-Unis et le Venezuela se livrent depuis des décennies une dure lutte pour le contrôle d'une grande partie des infrastructures pétrolières du pays. En 2006, le gouvernement d'Hugo Chávez a abrogé le cadre juridique dans lequel opéraient les grandes compagnies



pétrolières au Venezuela, favorisant ainsi la prise en charge par l'entreprise publique Petróleos de Venezuela SA (PDVSA) de l'ensemble de l'extraction et des bénéfices résultant du commerce du pétrole brut, au détriment des entreprises, principalement américaines, qui ont bénéficié du processus dit d'ouverture pétrolière qui leur a permis d'accéder aux ressources vénézuéliennes à partir de la dernière décennie du XXe siècle. Depuis lors, les États-Unis ont réclamé au Venezuela de lourdes indemnités pour cette expropriation de fait, sans jamais perdre de vue la possibilité de récupérer par la force la position privilégiée que leurs entreprises ont perdue.

Actuellement, le Venezuela possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, estimées à environ 300 000-303 000 millions de barils, ce qui représente environ 17 % à 20 % des réserves mondiales. Cela le place en première position, devant l'Arabie saoudite et l'Iran. Certaines estimations américaines et internationales suggèrent même que le volume réel des réserves non découvertes ou difficiles à extraire pourrait être encore plus important (entre 380 et 652 milliards de barils), mais le rendement et la viabilité économique font l'objet de débats. Mais une grande partie du pétrole vénézuélien est très «lourd» et visqueux (*brut extra-lourd*), ce qui rend son extraction plus difficile d'un point de vue technique et financier que celle des bruts légers d'autres pays.

Le pétrole représente environ 90 % des recettes d'exportation du Venezuela et il a toujours été le pilier de l'économie nationale. Cependant, la production est nettement inférieure au potentiel des réserves (actuellement environ 900 000 à 1 000 000 de barils par jour exportés),

ce qui représente moins de 1 % de la demande mondiale, principalement en raison de l'instabilité politique, de la mauvaise gestion et des sanctions.

Chevron Corporation est la principale compagnie pétrolière américaine active au Venezuela, malgré les sanctions de longue durée imposées à PDVSA. En vertu des dérogations accordées par le gouvernement américain, Chevron dispose de licences limitées pour opérer et exporter, bien que ces licences aient été révisées à plusieurs reprises en 2025 et, dans certains cas, retirées. Chevron était notamment autorisée à exporter du pétrole vénézuélien malgré les sanctions, mais cela limite en même temps les flux financiers directs vers le régime vénézuélien et c'est politiquement délicat.

Mais la limitation progressive de l'importance américaine dans l'industrie pétrolière vénézuélienne a eu pour contrepartie, ces dernières années, une importance croissante du commerce avec la Chine. Selon la presse spécialisée, la Chine reçoit du Venezuela environ 921 000 barils par jour (80 % des exportations de pétrole brut du pays), tandis que les États-Unis n'en reçoivent que 150 000 par jour. En d'autres termes, ces dernières années ont vu un changement dans la position stratégique du Venezuela qui, après une décennie de blocus et de chute des exportations due à la baisse de la demande internationale, est passé du statut de source de réserves pour les États-Unis à celui de source de réserves pour la Chine. En effet, les deux pétroliers interceptés par la marine américaine quelques jours avant l'attaque étaient vraisemblablement à destination de ce pays asiatique, qui fournit au Venezuela des transferts de technologies de pointe, des intrants pour l'industrie nationale, etc.

À cela s'ajoute la relation commerciale, également considérée comme préférentielle par le Venezuela, que celui-ci entretient avec l'Iran. Sans atteindre l'ampleur de celle qu'il entretient avec la Chine, elle a un poids considérable dans l'économie vénézuélienne et elle apporte un soulagement considérable pour atténuer les effets de l'embargo relatif auquel le soumettent les États-Unis. C'est là le cœur du problème. L'objectif américain n'est manifestement pas de contrôler le trafic de drogue. Mais il ne s'agit pas non plus uniquement de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière vénézuélienne, ce qui peut être très lucratif, mais dont les États-Unis ont pu se passer pendant deux décennies... L'objectif de la pression exercée par les États-Unis sur le Venezuela est double.

D'une part, ils cherchent à limiter les relations commerciales du pays caribéen avec la Chine et l'Iran, en empêchant à la fois la fourniture à ces deux pays d'un pétrole sans doute très bon marché (ce qui est d'une importance vitale pour l'expansion industrielle dont ils sont les protagonistes) et le paiement de celui-ci sous forme de technologie militaire et industrielle, c'est-à-dire la consolidation d'une zone d'influence principalement chinoise dans la mer des Caraïbes.

D'autre part, ils cherchent à faire un exemple avec le Venezuela afin que les autres pays et bourgeoisies latino-américains en prennent bonne note : tant sur le plan économique que politique, ils affirment leur domination sur le sous-continent, dans une sorte de revendication de droits qu'ils considèrent comme incontestables. Il n'est pas nécessaire de remonter très loin pour voir ce double objectif

explicité par le gouvernement américain lui-même, car dans sa stratégie de sécurité nationale récemment publiée, le document qui définit son orientation politique et militaire pour les années à venir, la revendication d'une **Amérique du Sud américaine**, c'est-à-dire étasunienne, est explicite. Il ne s'agit pas simplement d'une exigence économique, ni d'une revendication pétrolière pure et simple... C'est l'imposition de tout un positionnement politique et militaire qui est en jeu. L'Amérique, cela doit être clair pour tous les pays qui la composent, est le terrain de chasse privé des États-Unis. Cela ne signifie pas qu'aucun autre pays ne peut commercer ou défendre des intérêts partiels dans cette; mais une prédominance incontestable doit être reconnue à l'impérialisme américain.

IL Y A AUSSI L'ORDRE, BOURGEOIS ET IMPÉRIALISTE..

Au cours des premières années du gouvernement d' Hugo Chávez, dans un contexte de boom économique mondial où la consommation de carburant dans tous les pays capitalistes développés et dans une grande partie des pays considérés comme en voie de développement augmentait sans cesse, les exportations de pétrole vénézuélien ont rapporté de juteux bénéfices à l'État. Une grande partie de ces bénéfices a été utilisée pour moderniser, relativement, l'appareil productif national, consolidant ainsi le Venezuela en tant que puissance économique régionale.

Parallèlement, un programme à grande échelle d'avantages sociaux pour le prolétariat et les masses appauvries a été mis en place. Contrôle des prix du panier de la ménagère, construction de logements abordables, programmes pour l'emploi, alphabétisation... Les millions de pétrodollars qui gonflaient les caisses de l'État ont permis une expansion économique et sociale qui suivait le rythme de la croissance économique mondiale de l'époque, mais qui était liée à celle-ci par le fil tenu que représentait l'exportation d'une seule matière première, le pétrole brut.

Le régime de Chávez se distinguait-il en cela des autres pays capitalistes ? Absolument pas. Dans pratiquement toute l'Europe et l'Amérique du Nord, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie consacre une partie des bénéfices excédentaires, obtenus d'abord grâce à la reconstruction d'après-guerre, puis grâce à la domination impérialiste qu'elle exerce sur le reste du monde, au maintien d'une série d'amortisseurs sociaux qui garantissent une paix sociale relative, fondée sur une politique rigoureuse de collaboration entre les classes. Les premières années du régime chaviste n'avaient rien de particulier si on les considère dans l'abstrait. Ce n'est que si on les examine dans le contexte latino-américain, et en particulier avec les singularités vénézuéliennes, où les oligarchies bourgeois dominantes ont impitoyablement exploité les prolétaires et les paysans de la région et n'ont pas hésité à les réduire à la famine et à la misère la plus désespérée, qu'on peut voir une certaine différence. La politique de conciliation menée par les gouvernements chavistes successifs envers les prolétaires et les couches populaires les plus pauvres s'inspire de la méthode traditionnelle de gouvernement de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes centraux; il n'y a là rien de révolutionnaire. C'est le fait qu'il ait cherché les sources de financement de cette politique dans la nationalisation d'in-

dustries clés, comme celle du pétrole, qui l'a opposé à la fois à la bourgeoisie traditionnelle vénézuélienne et à son protecteur américain.

Mais cette confrontation, qui a sans aucun doute existé, ne doit pas non plus faire croire que les réformes très limitées de Chávez avaient un caractère subversif. Il est vrai que le gouvernement Chávez s'est opposé à l'oligarchie vénézuélienne et aux États-Unis au point qu'en 2002, un coup d'État visant à le renverser a eu lieu. Mais il est également vrai que l'échec de ce coup d'État, dû à la pression des masses populaires dans la rue, a ramené les tensions existantes à un accord de relative tolérance : les États-Unis et la bourgeoisie vénézuélienne ont accepté que seul le régime chaviste était capable de contrôler les tensions sociales créées par des décennies de misère, et celui-ci s'est empressé de devenir le défenseur de l'ordre impérialiste dans le pays tout en permettant à une nouvelle bourgeoisie, nombreuse, particulièrement agressive et avide, l'enrichissant grâce à de nouvelles affaires et lui permettant de s'infiltrer dans tous les recoins de la structure étatique.

La confrontation des gouvernements de Chávez d'abord, puis de Maduro ensuite, tant avec la partie de la bourgeoisie qui avait été exclue du pouvoir qu'avec les États-Unis, ne peut être comprise comme la lutte d'un régime révolutionnaire (ni même réformiste au sens strict du terme !) contre des forces réactionnaires, mais comme une lutte interbourgeoise dans laquelle chacune des factions s'est battue pour obtenir le soutien des prolétaires et du «peuple» en général, les uns défendant les acquis sociaux obtenus grâce à la vente du pétrole, les autres défendant la démocratie et la lutte contre la corruption croissante de la nouvelle bourgeoisie et de l'armée, devenue le principal garant de l'ordre à mesure que la situation sociale se détériorait.

Au milieu de cette lutte, la crise capitaliste de 2008-2012, la fin de la demande illimitée de pétrole, la chute des revenus provenant de sa vente... ont conduit à la crise économique, politique et sociale du régime chaviste, de plus en plus retranché derrière les forces armées et que seule son inclusion dans le bloc commercial formé par la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres pays de moindre importance a réussi à sauver... temporairement.

La réalité, au moment où les États-Unis, conformément au tournant politique et militaire qu'ils ont opéré ces dernières années, ont redoublé d'efforts pour attaquer le Venezuela afin de le sortir de cette orbite économique, c'est que l'État vénézuélien ne pourrait pas exister sans la nouvelle bourgeoisie chaviste (les célèbres «*bolibourgeois*»), car elle représente désormais la principale force d'ordre dans le pays et la seule sur laquelle l'ordre impérialiste américain peut s'appuyer. L'opposition (celle de Machado aujourd'hui, mais celle de Guaidó hier... et tant d'autres) s'est révélée absolument incapable de garantir l'ordre bourgeois. Non pas parce que le gouvernement de Maduro a conservé le soutien populaire qui caractérisait les premiers gouvernements de Chávez, mais parce que le réseau étatique construit en partie sur celui-ci n'est contrôlable que par la bourgeoisie qui, en vingt ans, s'est emparée de l'armée et des autres leviers du pouvoir.

Trump lui-même l'a reconnu lorsqu'il a affirmé que l'opposition à Maduro, dirigée par Corina Machado, n'avait pas la confiance du peuple vénézuélien, c'est-à-dire qu'elle

n'avait pas la force nécessaire pour prendre en charge l'État, car elle n'avait pas la capacité de canaliser en ce sens les différentes forces bourgeoises (dont l'impérialisme américain) qui convergent. Au contraire, la numéro deux de Maduro, Delcy Rodríguez, représentante de cet État narco-corrompu ainsi que les États-Unis qualifient le Venezuela, serait, pour l'administration Trump, «quelqu'un de fiable». Il ne fait aucun doute que les États-Unis vont superviser une transition au Venezuela visant à ouvrir les portes de l'État à certaines factions bourgeoises qui en sont aujourd'hui exclues. Ce changement aura pour principaux objectifs de sortir le Venezuela de l'orbite de la Chine, de la Russie et de l'Iran, tout en permettant aux entreprises américaines de s'emparer de l'industrie pétrolière. Mais la manière dont cela se fera n'est pas encore prévisible, car cela fait partie d'un jeu impérialiste de beaucoup plus grande envergure qui affecte tant l'ensemble de la région latino-américaine que le reste du monde. Nous pouvons seulement être certains que cela ira «de la loi à la loi», du pouvoir de la bourgeoisie au pouvoir de la bourgeoisie et, très certainement, *du chavisme au chavisme... allié aux États-Unis*.

UN AVERTISSEMENT POUR LE PROLÉTARIAT

De la fin des années 80 à 2002, la bourgeoisie vénézuélienne et les impérialistes américains étaient pleinement conscients que le Venezuela était sous un volcan de mécontentement et de colère populaires. Deux décennies de crise quasi permanente, de détérioration drastique des conditions de vie, de baisse des salaires, etc. ont fini par déclencher des explosions populaires comme les émeutes de 1989 (le «*Caracazo*»). Le coup d'État de 1992, mené par un groupe de militaires dirigé par Hugo Chávez, reflétait le malaise que certains secteurs de l'armée, de la bureaucratie syndicale, etc. estimaient ne pouvoir être surmonté que par un programme de réformes nationalistes. Comme nous l'avons rappelé plus haut, après l'arrivée au pouvoir de Chávez et le début de la Ve République, mais surtout après que le coup d'État de 2002 eut montré que la bourgeoisie traditionnelle n'avait guère la capacité d'exercer le pouvoir, celle-ci et la bourgeoisie américaine ont accepté un gouvernement de type nationaliste dans le pays.

Depuis lors, ce gouvernement a tout mis en œuvre pour mettre en place des structures étatiques et paraétatiques capables de coopter certains secteurs d'origine prolétarienne et populaire (des anciens mouvements guérilleros aux syndicats, dont Maduro était l'un des leaders) afin d'étouffer toute tentative de lutte indépendante de classe. Lorsque les autres prolétaires ont fait valoir leurs revendications, ne serait-ce que sur le plan économique, les gouvernements Chávez-Maduro ont toujours répondu par la répression la plus féroce.

Après avoir souffert pendant des décennies d'une situation terrible, après avoir abandonné tout espoir de réformes, aussi modestes soient-elles, de nature permanente, et après avoir porté sur leurs épaules le poids de la crise économique qui frappe le pays, le prolétariat vénézuélien va désormais subir le prix de la «transition» promise par les États-Unis et acceptée par la bourgeoisie vénézuélienne des deux camps. Mais aujourd'hui, la force dont il disposait en 1989 ou en 2002, même si elle était alors conditionnée par un caractère purement spontané ou par une cooptation de

la part du régime, a disparu. Cela a été la principale victoire du chavisme et du « socialisme du XXIe siècle » : ils ont étouffé toute velléité d'indépendance de la part de la classe ouvrière, en l'aveuglant avec des illusions démocratiques fondées principalement sur l'amélioration des conditions matérielles et sociales d'une partie du prolétariat transformée en « aristocratie ouvrière » et sur un «anti-impérialisme» de type petit-bourgeois, qui la maintient paralysée et incapable, pour l'instant, de toute forme de riposte.

Sil l'agression impérialiste américaine constitue un avertissement pour les bourgeoisies latino-américaines sur ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas faire en termes d'alliances politiques et économiques, pour les prolétaires de tous les pays de la région, elle est plus qu'une menace: c'est une réalité palpable de l'avenir qui les attend. Les tensions interimpérialistes obligent à une réorganisation des zones d'influence des principales puissances et à une surexploitation des ressources qui s'y trouvent. Il en va de même pour la main-d'œuvre, principale ressource dont le capitalisme a besoin pour fonctionner. Sous la coupe des États-Unis, qui imposent à nouveau militairement leurs exigences, les prolétaires d'Amérique latine ont un avenir clair: plus d'exploitation par leur bourgeoisie et l'impérialisme yankee, des conditions de vie pires, une répression systématique, la mort... La discipline sociale est la condition indispensable à l'imposition des exigences économiques de la bourgeoisie.

Et la bourgeoisie vénézuélienne, bolivarienne ou opportuniste, va devenir leur principale défenseuse. Il y a quelques semaines, alors que les tensions entre les États-Unis et le Venezuela s'intensifiaient, sans que l'issue de la situation ne soit encore claire, nous avons écrit quelques mots auxquels nous n'avons aujourd'hui rien à corriger ni à ajouter:

« *Les prolétaires des pays impérialistes doivent s'opposer aux campagnes contre le Venezuela, ainsi qu'à celles qui frappent d'autres pays ; les sanctions économiques, les blocus, les pressions diplomatiques, les interventions « humanitaires » ou les opérations militaires font partie de l'arsenal utilisé pour établir ou renforcer la domination impérialiste sur les pays les plus faibles afin d'en tirer des avantages de toutes sortes. La domination impérialiste doit être combattue sans hésitation, non pas au nom de l'idéologie bourgeoise trompeuse de l'égalité des nations et du respect du « droit international », mais parce que cette domination renforce l'ennemi de classe et rend difficile la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes, en facilitant la corruption de certaines couches de la soi-disant « aristocratie ouvrière ». Tout affaiblissement du pouvoir de la bourgeoisie impérialiste est un facteur positif dans l'antagonisme de classe avec celle-ci ; en même temps, tout affaiblissement de l'impérialisme allège la pression sur les prolétaires des pays dominés, qui sont toujours les premières victimes des actions impérialistes.*

La solidarité de classe avec les prolétaires des pays dominés est donc un impératif de la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes et non un vague devoir moral de

charité humanitaire.

Les prolétaires des pays impérialistes, et en particulier les prolétaires américains, doivent manifester cette solidarité, non seulement en refusant de participer à la campagne contre le Venezuela, en dénonçant la rhétorique sur la lutte contre la drogue, la démocratie et les droits humains, qui ne sert qu'à camoufler les intérêts impérialistes sordides, mais aussi en s'opposant aux mesures gouvernementales contre les immigrants légaux et illégaux, vénézuéliens et autres. Récemment, des centaines de milliers d'immigrants, dont 600 000 Vénézuéliens, ont perdu leur droit de rester aux États-Unis, ce qui les condamne à la clandestinité. La solidarité avec les prolétaires immigrés est essentielle pour renforcer l'ensemble du prolétariat contre une bourgeoisie qui n'hésite pas à recourir à la force pour défendre ses intérêts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Face aux tensions croissantes entre les États, à la crise économique, aux sanctions, à la misère et à la menace de guerre, le prolétariat n'a qu'une seule voie : celle de la lutte de classe internationale. Cela implique: aucun « soutien tactique » au gouvernement Maduro, rupture totale avec tous les fronts communs avec la bourgeoisie, qu'ils soient patriotiques, démocratiques ou « anti-impérialistes » ; le rejet de tous les camps bourgeois : Maduro, l'opposition libérale, les gouvernements impérialistes, les blocs régionaux ; la reprise de la lutte de classe indépendante des partis et des syndicats défenseurs de l'ordre bourgeois ; le travail pour la reconstitution d'un mouvement communiste international qui unifie les luttes des prolétaires du Venezuela, des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Nilles menaces de Washington, ni les discours patriotiques de Caracas, ni les promesses de l'opposition bourgeoise ne peuvent offrir une issue aux exploités. Tous ces camps défendent la propriété privée, le travail salarié, la concurrence généralisée entre les entreprises et les États, c'est-à-dire les fondements mêmes de l'exploitation capitaliste.

Les prolétaires du Venezuela doivent refuser de mourir pour la patrie ; les prolétaires des États-Unis et d'Europe doivent refuser de soutenir leurs sanctions, leurs flottes, leurs bases militaires. Partout, il s'agit de reprendre le fil rompu de Liebknecht, de Lénine et des deux premières années de la IIIe Internationale : l'ennemi principal, pour chaque proléttaire, se trouve dans son propre pays : sa propre bourgeoisie et son propre État. Ce n'est qu'en unissant leurs luttes au-delà des frontières, sur la base d'un programme communiste de destruction du capitalisme et de la société de classes, que les travailleurs du Venezuela et du reste du monde pourront sortir du piège mortel dans lequel les bourgeoisies rivales tentent de les enfermer »

- Troupes américaines hors du Venezuela !
- Contre la guerre impérialiste, guerre de classe prolétarienne !
- L'ennemi est dans notre pays, c'est notre propre bourgeoisie !

parti communiste international